

**Ukraine - Russie - Entretien de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international, avec
«TV5 Monde» - extraits
(Paris, 19 février 2017)**

(...)

Q - Autre point de tension, ce qui se passe actuellement en Ukraine avec une reprise des tensions, il y a eu la Crimée. Vous avez rencontré votre homologue, vous le disiez, Sergueï Lavrov, quels sont les arguments qu'il vous donne ? Est-ce qu'il accepte de reconnaître une intervention en sous-main de la Russie ou c'est toujours le déni ?

R - Ils ne peuvent pas être dans le déni puisqu'ils sont autour de la table pour mettre en oeuvre les accords de Minsk. Il y a toujours une référence aux accords de Minsk. Ceux qui pensaient que les accords de Minsk étaient morts se sont trompés parce que les deux parties - Ukrainiens et Russes - s'y réfèrent et acceptent ce qu'on appelle le Format Normandie, c'est-à-dire la médiation franco-allemande. Nous avons fait cette réunion -, il y en aura d'autres - mais en même temps, c'est assez démoralisant sur le terrain parce que la situation empire. Nous avons abordé les choses très concrètes avec Sigmar Gabriel, mon collègue allemand.

On voulait des résultats : à savoir un cessez-le-feu et le déplacement et l'abandon des armes lourdes à partir du 20 février. Et il y a eu un accord des Ukrainiens et des Russes. Les Russes parlent à la place des séparatistes, ils sont donc bien impliqués et ils sont bien obligés de reconnaître qu'ils sont venus en appui aux séparatistes ce qui a déclenché les hostilités. Je rappelle que la guerre en Ukraine a fait plus de 10.000 morts en Europe. C'est la première fois qu'après la Seconde guerre mondiale on portait atteinte aux frontières, et l'intangibilité des frontières fait partie de l'ordre international. On avance à petits pas, notamment avec des échanges des prisonniers, mais ce sont des petites avancées.

Y a-t-il une réelle volonté, aussi bien du côté russe qu'ukrainien, d'aller plus vite sur la mise en oeuvre des accords de Minsk ? Parfois j'en doute et c'est pourquoi nous, nous tenons un langage très ferme, aussi bien en direction des Russes que du côté des Ukrainiens.

Q - Y a-t-il aujourd'hui, Monsieur le Ministre, une porosité entre les deux dossiers, le dossier syrien et le dossier ukrainien, c'est-à-dire à partir du moment où les Russes sont à l'initiative sur le dossier syrien, que peut-on leur demander...

R - Je ne crois pas que l'on soit dans un marchandage où on pourrait faire des avancées sur un dossier et puis en faire aussi sur d'autres, une espèce de deal à la Trump, je ne crois pas à cela.

Je crois qu'il faut toujours rester sur les principes, et les principes, c'est le droit international. Et là, je m'interroge parce que j'ai écouté aussi le discours de Sergueï Lavrov qui a parlé d'un nouvel ordre international post-occidental.

Q - Post-occidental, qu'est-ce que cela veut dire exactement ce concept ?

R - Je pense que ce n'est pas l'Occident et les valeurs de l'Occident qui sont la cause des difficultés du monde aujourd'hui, c'est plutôt quand on s'en détourne. Et ces valeurs sont-elles occidentales ou universelles ? Je suis surpris qu'un pays comme la Russie tienne ce langage. C'est un pays qui a énormément souffert de la Seconde guerre mondiale, celui qui a subi le plus grand nombre de victimes, de destructions et on a toujours rendu hommage - et à juste titre - au peuple russe et à son courage, à l'Union soviétique qui s'est battue, qui était alliée des États-Unis et des Français et des Anglais, je crois qu'il ne faut jamais oublier cette souffrance terrible. Et à partir de là, il y a un ordre international qui s'est construit sur des valeurs, notamment la Déclaration universelle des droits de l'Homme, est-ce que c'est un texte occidental ? C'est l'héritage de la Déclaration des droits de l'Homme de 1789, c'est vrai...

Q - Et Poutine abandonnerait cet héritage ?

R - Si on abandonne cela, on va vers le retour des nationalismes, on va vers le retour des rapports de force, de règlement au cas par cas des questions alors que le monde est incertain et dangereux et même plus dangereux qu'il y a quelques années, notamment depuis le tournant de la chute de l'Union soviétique et la chute du mur de Berlin. La réunification allemande a été traitée de manière intelligente.

J'ai l'impression qu'il y a un cycle qui est en train de se terminer et qu'un cycle dangereux pourrait commencer qui est celui du retour de l'isolationnisme américain mais aussi des nationalismes, du chacun pour soi, que ce soit pour le règlement des crises, pour le règlement des questions d'échanges économiques et commerciaux ou pour régler par exemple la question du réchauffement climatique. Je crois qu'on ne peut que rappeler la nécessité d'un ordre mondial multilatéral basé sur des valeurs, et, plus la mondialisation avance, plus on a besoin de régulations. Et c'était notamment l'intérêt de cette réunion du G20 qui a eu lieu à Bonn... (...)/.